

Résumé du thème

8^e forum de Tana | 4-5 mai 2019 | Bahir Dar, Éthiopie

Les dynamiques politiques dans la Corne de l'Afrique : Consolider les tendances à la paix émergente

La stabilité nationale et régionale dans la Corne de l'Afrique est une des composantes essentielles des objectifs de développement durable dans la région. La Corne de l'Afrique est confrontée à une pléthore de défis liés à une gouvernance faible et des institutions étatiques fragiles, des frontières nationales poreuses et contestées, une faible croissance économique, une compétition de plus en plus tendue pour l'accès à ses ressources par les grandes puissances. Face à ces défis, les fractures politiques et sécuritaires dans la Corne de l'Afrique sont devenues aussi bien une barrière à l'édification de la nation qu'une source de préoccupations sécuritaires intenses. Ces enjeux affectent également les trajectoires politiques dans la région et affaiblissent les perspectives d'une intégration régionale solide.

En concordance avec les récents développements politiques dans la Corne de l'Afrique, et surtout suite au rapprochement surprenant entre l'Éthiopie et l'Érythrée après près de deux décennies de conflit violent, les discussions du Forum de Tana cette année porteront sur :

- Les engagements inter-étatiques dans la Corne de l'Afrique, et les efforts en vue d'établir la paix et la coopération ;
- Le rôle des acteurs externes étatiques et non étatiques dans la recomposition de la sécurité nationale et régionale ;
- Les trajectoires possibles pour la région, au regard de l'évolution des événements

La Corne de l'Afrique : un changement de paradigme ?

La cessation inattendue des hostilités entre l'Érythrée et l'Éthiopie, et la signature par la suite d'une Déclaration conjointe de paix et d'amitié, le 9 juillet 2018, ont rapidement suscité des éloges dans le monde entier. Malgré quelques préoccupations, il existe, dans l'ensemble, un vif engouement à l'idée que ce rapprochement débouchera sur « la paix, la coopération et le développement », bien au-delà de l'amélioration des relations entre les deux États (Ylönen, 2019). De manière significative, le dialogue qui a conduit à ce nouveau développement illustre à quel point la mobilisation de la

volonté politique, face aux pressions centrifuges de tous bords, peut contribuer à l'instauration d'une paix positive et durable.

L'accord de paix en question, combiné aux réformes en cours en Éthiopie, le centre régional de la Corne de l'Afrique, aura potentiellement un effet multiplicateur dans la région. Outre cet accord qui incite les Nations Unies à lever unanimement ses sanctions imposées à l'Érythrée depuis de longues années, les récentes ouvertures du pays à la normalisation de ses relations avec Djibouti et la Somalie, représentent un résultat tangible dont l'aboutissement permettra de dissiper les suspicions de longue date et de relancer la coopération commerciale et économique dans la région. Émergeant désormais de décennies d'isolement international, Asmara devrait jouer un rôle actif au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de l'Union africaine (UA).

Un autre développement important dans la région est la signature de l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit au Soudan du Sud (RARCSS) en septembre 2018, cinq ans après le début du conflit dans le nouvel État indépendant. Le rôle remarquable qu'a joué le Soudan dans la négociation de cet accord pourrait potentiellement jeter les bases de la normalisation de relations bilatérales depuis longtemps tendues entre les deux États. En plus d'améliorer les relations bilatérales, l'accord permettra également aux deux pays de résoudre les problèmes en suspens depuis leur séparation en 2011, notamment le statut de la région d'Abeyi, la production du pétrole et le droit de passage des oléoducs, ainsi que la cessation du soutien mutuel de leurs groupes rebelles respectifs.

En dépit de ces développements positifs, la Corne de l'Afrique est également confrontée à une myriade d'obstacles à sa sécurité, qui se manifestent par une fragilité interne, des flux migratoires incontrôlés, un manque de gouvernance inclusive, et l'usage croissant de l'appartenance ethnique comme « outil politique » (Galadima & Ogbonnaya, 2018). La gouvernance politique en tant que processus inclusif sur les plans social et géographique, ainsi que la nature et la qualité des accords de partage du pouvoir en place dans plusieurs pays, sont des facteurs cruciaux qui pourraient continuer à alimenter des conflits violents au sein des pays et entre eux. Par ailleurs, il convient de rappeler que la gouvernance politique comprend non seulement la manière dont un régime acquiert, maintient et gère le pouvoir, mais également la manière dont il élargit et/ou consolide sa légitimité au cours de son mandat. Ainsi, les

transferts de pouvoir responsables et transparentes et la gouvernance politique ont le potentiel d'atténuer les conflits et de promouvoir la paix au niveau régional dans la Corne de l'Afrique (Johnston, 2012).

Les obstacles à la mise en place des formes de gouvernance inclusives continuent d'être r les principaux déclencheurs de conflits dans la région. Lorsque des groupes importants sont exclus des scènes politiques ou du partage des ressources économiques, ces frustrations se traduisent par des tensions sociales ou une augmentation des activités criminelles telles que le terrorisme et le trafic de personnes et d'armes. L'inclusion — à travers le dialogue, des élections justes et le respect des droits de l'Homme — permet une meilleure utilisation des ressources et engendre des opportunités économiques qui favorisent l'intégration des jeunes dans la société. Les efforts menés en vue d'améliorer l'accès aux opportunités socio-économiques et de promouvoir le dialogue entre les différents acteurs et groupes constitutifs peuvent potentiellement atténuer les tensions dans la région.

La concurrence pour l'influence politique et économique

Outre le domaine de la gouvernance, la Corne de l'Afrique continue de faire face à de nombreux problèmes d'ordre géostratégiques. En raison de sa proximité avec la mer Rouge, la région occupe une position vitale non seulement pour le continent, mais également pour le Moyen-Orient, l'Asie et l'Europe, avec des milliers de navires traversant la mer chaque année. C'est également un point d'intérêt stratégique pour plusieurs puissances internationales (notamment la Russie, les États de l'Union européenne, les États-Unis et la Chine), plusieurs États arabes et la Turquie, tous investis de projets militaires, économiques et d'infrastructures pour la région. (Huliaras & Kalantzakos, 2017).

Si les États de la région ne prennent pas conscience de l'impact que la présence d'acteurs externes pourrait avoir sur eux, ils pourraient être confrontés à l'avenir à des problèmes économiques et politiques. Les rivalités au Moyen-Orient, par exemple, pourraient potentiellement avoir des effets multiplicateurs dans la région, comme le montrent les événements récents au Yémen. En revanche, la concurrence entre les États-Unis et la Chine pour la domination mondiale en vue d'obtenir les ressources nécessaires pour consolider leurs économies croissantes devrait être soigneusement prise en compte dans les politiques étrangères et économiques des États de la Corne de l'Afrique. Alors que l'intégration régionale en tant qu'instrument politique

contribue à la croissance économique et à l'amélioration du bien-être social grâce à l'amélioration du commerce, Kabandula et Shaw (2018) affirment que les puissances émergentes ayant des tensions transnationales internes et régionales pourraient avoir un impact sur la sécurité humaine dans un avenir proche. Face aux défis susmentionnés, les États de la Corne de l'Afrique ont tout intérêt à promouvoir une approche régionale pour l'investissement et la sécurité afin de se protéger contre les influences externes excessives. Outre la réduction des tensions internes entre les pays de la région, une perspective plus régionale pourrait aider à aborder les problèmes mondiaux de manière collective plutôt qu'individuellement, et permettrait à chaque État de résister aux manipulations externes.

Tirer profit du rôle de la coopération multilatérale et de l'engagement multilatéraux

L'IGAD est avant tout un mécanisme régional de prévention et de règlement des conflits entre huit États membres, à savoir Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Ouganda. L'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée offre à l'IGAD une occasion de soutenir le renforcement des relations entre les autres États membres. Outre son mandat en matière de sécurité, l'IGAD, en tant que communauté économique régionale (CER), est chargée de promouvoir l'intégration et le développement économiques, en tant qu'outil majeur de prévention des conflits et de fondement d'une paix durable. Il est par ailleurs important d'ajouter que, la Corne de l'Afrique étant une région aride, les pays qui s'y trouvent ont dû faire face à des questions litigieuses relatives à l'utilisation de l'eau, au pastoralisme et à l'accès aux pâturages, pour n'en citer que quelques-uns.

Il existe une grande différence entre les adhésions à l'IGAD et à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), qui regroupe six États : le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi et le Sud-Soudan. La CAE est bien plus avancée en matière d'intégration économique entre ses États membres. Cela crée, par conséquent, une opportunité attrayante et potentiellement bénéfique pour les pays de la Corne de l'Afrique qui pourront accéder à son marché plus étendu. La région peut également tirer des enseignements de son voisin, afin de réaliser une intégration économique et politique qui va au-delà des questions de paix et de sécurité.

Le retrait de l'AMISOM devrait être effectif d'ici à décembre 2020. Au cours de son mandat, la mission a joué un rôle majeur dans la stabilisation de la Somalie, même si

elle a souvent connu des revers dans la lutte contre Al-Shabaab. La possibilité que la mission s'achève avec des heurts suscite des inquiétudes réelles, mais le retrait devrait néanmoins permettre aux pays de la Corne de l'Afrique de gérer efficacement la situation d'après-crise, si les menaces potentielles pour la sécurité finissent par être éliminées ou considérablement réduites. Les États membres de l'IGAD, en collaboration avec l'UA et l'ONU, devraient veiller à ce que le processus de retrait ne se fasse pas dans la précipitation et que la Somalie ne soit pas laissée dans une situation pire qu'avant. S'il n'est pas rapidement pris en charge et géré par des institutions étatiques légitimes et solides, un retrait mal géré pourrait créer un fossé sécuritaire encore plus dangereux. Sans imposer leurs propres mesures, les partenaires multilatéraux doivent travailler avec les pays fournisseurs de contingents à l'intérieur et à l'extérieur de la région pour gérer ce processus et ses répercussions.

Les questions directrices du forum de Tana

Le 8^e Forum de Tana examinera les défis actuels imposés par l'évolution des dynamiques politiques dans la Corne de l'Afrique et discutera des perspectives alternatives pour la région. Le forum vise à explorer les moyens par lesquels les tendances émergentes en matière de paix et de sécurité peuvent être efficacement consolidées pour produire les effets positifs nécessaires à la réalisation d'une Afrique prospère. Le Forum regroupera des participants de haut niveau, issus de divers secteurs et sphères, pour examiner l'évolution des rôles et des fonctions des États membres et des acteurs extérieurs dans la recherche de la paix et de la stabilité sur le continent. Les débats de cette année porteront sur les thèmes et questions suivants :

- Quels sont les problèmes, les défis et les perspectives de la dynamique politique actuelle dans la Corne de l'Afrique ?
- Quelles sont les implications de l'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée, ainsi que de la collaboration renouvelée entre l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie et Djibouti pour l'intégration régionale dans la Corne de l'Afrique ?
- Quelles sont les implications économiques, politiques et sécuritaires de la proximité de la Corne de l'Afrique avec la région du Golfe arabe ?
- Quelles devraient être les priorités de l'UA dans la Corne de l'Afrique en général, et dans les pays de la région en particulier ?
- Quels rôles sont-ils attendus des acteurs multilatéraux tels que l'ONU et l'UE dans la région, notamment pour la redynamisation de l'IGAD afin qu'elle joue

un rôle plus déterminant dans la promotion de la paix et de l'intégration régionale dans la Corne de l'Afrique ?

- Quelles sont les implications de la militarisation actuelle de la mer Rouge par les principales puissances extérieures pour la Corne de l'Afrique en particulier, et pour l'Afrique en général ?

– Fin –

Références

Adejumobi, S. (2000). 'Africa and the Challenges of Democracy and Good Governance in the 21st Century'. Extrait du Réseau d'administration publique des Nations Unies : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan008483.pdf>

Adem, A., Hawas, M., Seid, A., & Hussein, A. (2018). Ethiopia and the Horn. HASS Quarterly Bulletin. 1(1). I-V.

Adem, A. (2018). Revitalizing regional economic integration in the Horn of Africa and the ongoing political changes in Ethiopia. HASS Quarterly Bulletin. 1(1). 1–6.

Habu Shuaibu Galadima & Ufiem Maurice Ogbonnaya (2018) Regional responses to security and development challenges in East and Southern Africa: lessons and way forward, *African Security Review*, 27:2, 158–176, DOI: 10.1080/10246029.2018.1491873.

Hawas, M. (2018). Can a Shift in Foreign Policy Tools Address the Deadly Tensions of the Horn of Africa Neighbors. HASS Quarterly Bulletin. 1(1). 6–11.

Helms, E. (2003, January). Women as agents of ethnic reconciliation? Women's NGOs and international intervention in postwar Bosnia–Herzegovina. Dans *Women's Studies International Forum* (Vol. 26, No. 1, pp. 15–33). Pergamon.

Huliaras, A., & Kalantzakos, S. (2017). The Gulf States and the Horn of Africa: A New Hinterland? *Middle East Policy*, 24(4), 63–73.

Johnston, M. (2012, July 07). 'Good Governance: Rule of Law, Transparency and Accountability'. Extrait du Réseau d'administration publique des Nations Unies : <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan010193.pdf>

Kabandula, A., & Shaw, T. M. (2018). Rising powers and the horn of Africa: conflicting regionalisms. *Third World Quarterly*, 1–20.

Kirby, P., & Shepherd, L. J. (2016). Reintroducing women, peace and security. *International Affairs*, 92(2), 249–254.

Krause, J., Krause, W., & Branfors, P. (2018). Women's Participation in Peace Negotiations and the Durability of Peace. *International Interactions*, 985-1016.

Reuters. (2018, November 14). 'U.N. Security Council removes Eritrea sanctions after years'. Extrait de : <https://www.reuters.com/article/us-eritrea-sanctions-un-idUSKCN1NJ28P>

Simić, O. (2010). Does the presence of women really matter? Towards combating male sexual violence in peacekeeping operations. *International Peacekeeping*, 17(2), 188–199.

UN (S/RES/1325). (2000). Security Council Resolution 1325 (S/RES/1325). New York : United Nations.

Williams, P. D. (2018). Joining AMISOM: why six African states contributed troops to the African Union Mission in Somalia. *Journal of Eastern African Studies*, 12(1), 172–192.

Ylönen, A. (2019). Is the Horn of Africa's 'Cold War' over? Abiy Ahmed's early reforms and the rapprochement between Ethiopia and Eritrea, *African Security Review*, DOI: 10.1080/10246029.2019.1569079